Yvon Englert

«Il faut moderniser l'enseignement à l'ULB»

LES PHRASES CLÉS

*«Nous sommes au 21e siècle, **l'information** est disponible au bout d'un clic de souris, elle **n'est plus capitalisée par les institutions universitaires.**»*

*«Il faut entamer la réflexion sur **'comment donnera-t-on cours dans dix ans'.**»*

*«Il n'y a **pas que les rankings** qui sont le moteur d'attractivité pour un étudiant, il y a aussi la capacité d'accueil et d'accompagnement par l'université.»*

INTERVIEW
NATHALIE BAMPS

Yvon Englert deviendra, en septembre prochain, le nouveau recteur de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Elu jeudi avec 62% des voix, il nous a expliqué ses motivations et ses projets.

En posant votre candidature au poste de recteur, vous avez pris le risque d'abandonner l'enseignement, la recherche, la médecine et votre poste de chef du service gynécologie-obstétrique à Erasme. Qu'est-ce qui vous a motivé?
Choisir c'est renoncer, cela n'a pas été facile. Mais je me suis beaucoup investi dans le travail de réforme de la gouvernance de l'université, il y avait une logique à aller au bout de cet engagement. Et le timing était bon. J'ai 60 ans, ce pas de côté que je fais dans ma carrière scientifique, j'aurais de toute façon été obligé de le faire dans cinq ans…

Cette réforme de la gouvernance avait créé beaucoup de remous au sein de l'ULB. Didier Viviers vous laisse une situation apaisée?
Oui, on peut le dire. Cette réforme a profondément modernisé le fonctionnement de l'université, clarifié les rôles entre le président et le recteur. Elle a apporté une stabilité.

Cela veut-il dire qu'il n'y a plus rien à faire?
Les réformes sont des réformes de structures. Je m'inscris là dans la continuité. Mais en s'appuyant sur les nouvelles structures, il faudra encore améliorer le fonctionnement de la maison.

Concrètement, sur quels projets allez-vous travailler?
Les structures ont changé, mais il faut leur donner du contenu. Les grands enjeux sont le développement du support à la recherche, la modernisation de l'enseignement, l'amélioration de la qualité et du cadre de vie de l'institution.

Moderniser l'enseignement, cela veut dire quoi?
Nous sommes au 21e siècle, l'information est disponible au bout d'un clic de souris, elle n'est plus capitalisée par les institutions universitaires. Il faut donc penser à l'approfondissement des outils informatiques, et entamer la réflexion sur «comment donnera-t-on cours dans dix ans». Cette réflexion est en route partout dans le monde.

Vous avez votre petite idée?

Oui, je pense par exemple aux cours en ligne (ils commencent déjà à se développer), à la disponibilité d'outils informatiques extrêmement performants, à la fois pour l'enseignement, la recherche mais aussi l'administration. Mais je veux que ce soit un travail collectif, maturé par une équipe large d'enseignants. N'oublions pas qu'une des valeurs de l'ULB, c'est la participation. Je ne veux pas que ce soit du top-down, imposé par un directeur. Je ne suis de toute façon pas sûr de détenir seul la clé…

L'université doit aussi évoluer face aux nouvelles formes de carrière?
Oui. L'évolution des connaissances et la mobilité de l'emploi font qu'il faut aussi voir comment rencontrer les besoins de formation continue des gens qui ont eu une formation universitaire, et qui sont obligés régulièrement de se remettre à niveau, ou d'apprendre autre chose parce que l'évolution professionnelle leur fait changer de métier.

Vous voulez développer davantage les formations pour adultes?
Oui. On le fait déjà beaucoup, mais il faut aussi les penser avec les outils modernes de communication. Ce n'est pas toujours nécessaire de faire les remises à niveau «on site», mais plutôt le faire «on website».

L'ULB est descendue dans certains rankings, notamment le Times Higher education. Est-ce grave?
D'abord ce n'est pas tout à fait exact. L'ULB est descendue dans certains rankings pour des raisons techniques, mais a grimpé dans d'autres. Mais au-delà de ça, il faut regarder les rankings (à la hausse ou à la baisse) avec une certaine distance. Ils sont surtout fabriqués pour des universités privées. Ils ne doivent pas être vus comme une priorité. La politique de l'université ne doit pas être conditionnée par sa place dans les rankings. Ce serait dévoyer ce qui est notre fonction dans la société, une fonction d'éducation d'un grand nombre d'étudiants, et pas d'une élite.

Dans le contexte international très concurrentiel entre universités – la France, par exemple, a installé une antenne à Bruxelles pour attirer les étudiants belges – qu'est ce que l'ULB peut faire?
Nous avons la volonté de développer l'accueil international des étudiants de master. Pour cela, je vais faire une série de propositions de stratégie cohérente, de la constitution des programmes jusqu'à l'accueil des étudiants. Bruxelles a beaucoup d'atouts, son positionnement est bon, l'UE est tout près. Vous savez, il n'y a pas que les rankings qui sont le moteur d'attractivité pour un étudiant, il y a aussi la capacité d'accueil et d'accompagnement par l'université. Ils vont aller là où on est capable de les inscrire, de leur trouver un logement…

L'ULB a-t-elle la capacité d'offrir ces logements aux étudiants étrangers?
L'ULB a développé un gros projet de développement de logements, les réalisations deviennent opérationnelles. D'ici 2018, nous auront 6.620 logements supplémentaires comparé à 2011, soit 291% de hausse. La tension sur les logements est en amélioration.

«Les grands enjeux sont le développement du support à la recherche, la modernisation de l'enseignement, l'amélioration de la qualité et du cadre de vie de l'institution.»